

La première réunion de
la Société des Nations
se tiendra à Paris.

UNE INTERVIEW DE M. PAINLEVÉ SUR LES DÉFECTUOSITÉS DES CHEMINS DE FER

EXCELSIOR

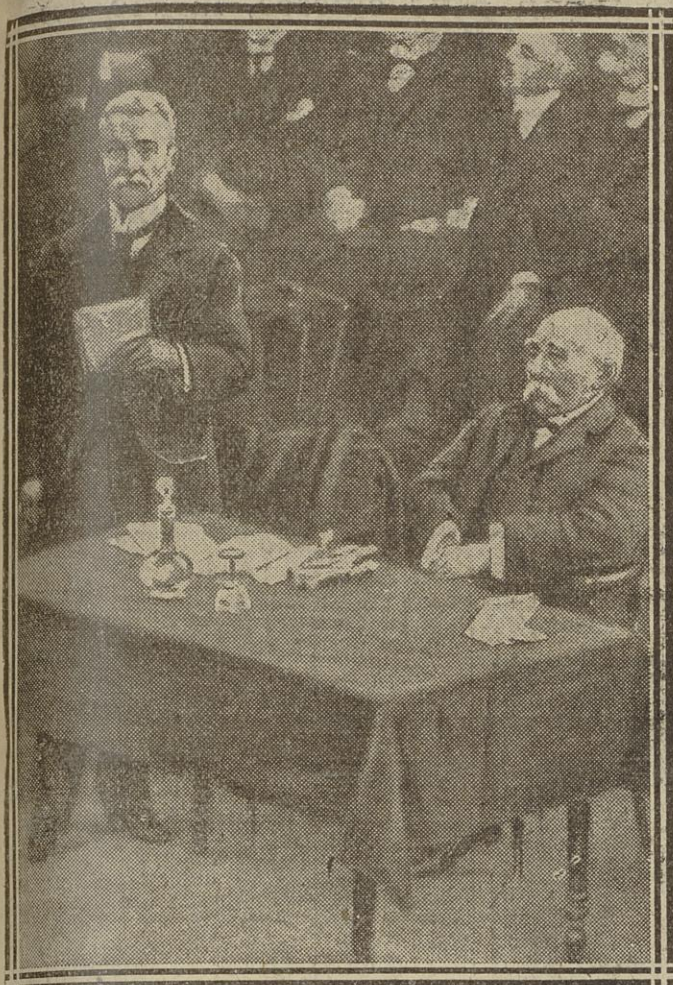
10^e Année. — N° 3.273. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI
6
NOVEMBRE
1919

Nous essayons de nous
faire honneur des
défauts que nous ne
voulons pas corriger.
LA ROCHEFOUCAULD.

LE DISCOURS-PROGRAMME DE M. CLEMENCEAU

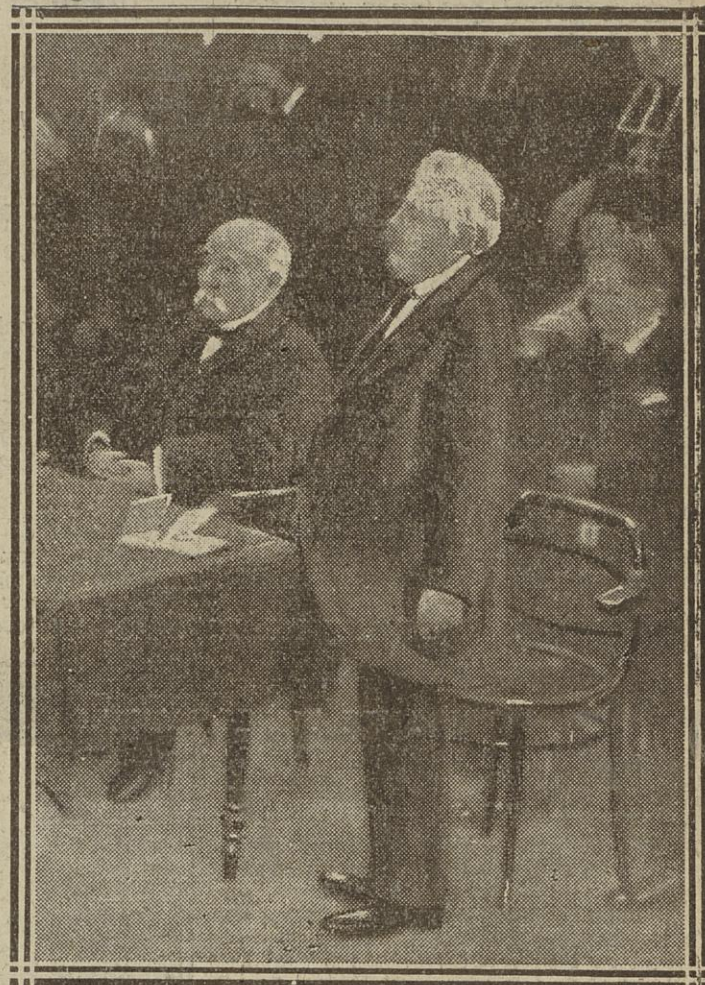
PHOTOGRAPHIES PRISES A STRASBOURG PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'«EXCELSIOR»



LE DISCOURS DE M. LAUGEL



L'AUTO DE M. CLEMENCEAU ACCLAMÉE A LA SORTIE DE LA GARE



M. MILLERAND PREND LA PAROLE



M. CLEMENCEAU PRONONÇANT SON GRAND DISCOURS SUR LA POLITIQUE DE DEMAIN, DANS LA SALLE DU PALAIS DES FÊTES DE STRASBOURG

Accueilli à la gare de Strasbourg avec un grand enthousiasme, M. Clemenceau prenait la parole quelques heures après dans la salle grandiose du Palais des Fêtes, pour y prononcer son retentissant discours. On voit ici, sur la photographie de l'estrade, au premier rang et de gauche à droite : MM. Poulet, préfet du Haut-Rhin, en uniforme; Lebrun, ministre des Régions libérées; Ignace, sous-secrétaire d'État; Nou-

lens, ministre de l'Agriculture; Laugel, président de la Ligue de l'Alsace française; Clemenceau; Millerand, haut commissaire de la République; Colliard, ministre du Travail; Clavelle, ministre des Travaux publics; Autrand, préfet de la Seine; le général Humbert, gouverneur de Strasbourg; Mirman, commissaire de la République. Derrière M. Clemenceau: Mgr Ruch, évêque de Strasbourg, et l'abbé Delcor.

LA CUISINE ÉLECTORALE

CANDIDATS ET AGENTS ÉLECTORAUX PORTENT LA BONNE PAROLE DANS LES RÉUNIONS ET AUSSI A DOMICILE

Au chef-lieu, le lot des orateurs donne en masse. Quelques-uns seulement visitent les cantons. Chacun prend quelques villages. Les agents vont chez l'électeur.

LES DÉPLACEMENTS SE FONT EN AUTO, EN CAMIONNETTE, VOIRE EN AUTOBUS

Ayant donné, dans notre article d'hier, la composition de la phalange électorale, nous allons montrer aujourd'hui comment elle fonctionne lorsqu'il s'agit de procéder à cette importante opération qu'est une tournée de réunions.

Nous voyons se repaître, tout d'abord, l'agent cantonal. Celui-ci, après avoir reçu les instructions du directeur de la propagande, va voir ses agents communaux, et communique à chacun d'eux la liste des salles déjà retenues dans les communes comprises dans la tournée projetée, avec les dates des réunions, de telle sorte que chaque agent communal puisse trouver et retenir une salle, dans les conditions qui conviennent avec le plan général de cette tournée.

La répartition de la besogne aux différents orateurs

Lorsque le plan est définitivement établi, la tournée commence par le chef-lieu de l'arrondissement, où, en principe, tous les candidats inscrits sur la liste se rendent en corps, pour y prendre la parole à tour de rôle.

Après quoi, les candidats se répartissent la besogne, en ce qui concerne les chefs-lieux de canton ; dans chacun d'eux, en envoi, de préférence, le député sortant de l'ancienne circonscription, si ce député sortant se trouve sur la liste ; à son défaut, on choisit le conseiller général de ce canton, s'il figure sur la liste, ou bien un ancien candidat de la circonscription, et, en tout cas, un personnage déjà un peu connu par les habitants.

Une question intéressante, c'est celle du choix du président de la réunion : le plus souvent, on donne la présidence à un membre influent des comités représentés sur la liste. Mais la supériorité habillée, c'est de nommer comme président, au début de la réunion, un partisan local de la liste adverse. De cette manière, on se donne des airs d'impartialité et de courtoisie, tandis qu'en réalité on bâillonne un adversaire par la nature même de la fonction dont on l'investit.

Enfin, le candidat qui a pris la parole au chef-lieu de canton fait ensuite la tournée des communes comprises dans ce canton, suivant l'ordre indiqué par le plan. Naturellement, avant chaque tournée, tous les candidats de la liste se sont réunis pour s'entendre sur la note générale et sur l'esprit des discours qu'ils vont prononcer.

Les députés sortants préparent les réponses à faire aux questions concernant les principaux votes qu'ils ont émis durant la législature défunte, et les autres candidats composent leurs discours sur les sujets où ils peuvent avoir des compétences spéciales.

Une précaution utile

Il n'est pas mauvais de faire précéder les réunions, surtout dans les régions rurales, par la visite d'agents électoraux, qui s'en vont surprendre les électeurs en pleine culture moissonnée, s'entretenir familièrement, offrir une cigarette ou une prise, et amener tout doucement la conversation sur les élections.

Comme il a emporté avec lui des tracts et des circulaires, l'agent électoral en donne à son interlocuteur :

— Lisez-moi ça, c'est bien tapé !... Il fait l'éloge de la liste qu'il représente, en se défendant de vouloir tenter la moindre pression sur l'électeur, et il se garde bien de médire de la liste adverse, ce qui serait fort maladroite.

Il annonce la réunion, décrit avec chaleur l'éloquence de l'orateur qui prendra la parole, et engage l'électeur à aller l'entendre, « uniquement pour se rendre compte ».

Des visites préliminaires passent pour être très efficaces ; grâce à elles, l'auditoire est prévenu en faveur du candidat.

Les moyens de transport

Les moyens de transport utilisés par les candidats et leurs partisans, au cours des tournées, sont assez variés. On sait que l'un d'eux emploie un autobus. Les camionnettes automobiles sont en grand honneur, quand il s'agit de transporter les membres les plus dévoués du comité, ceux-là qui s'apprêtent à constituer la « garde de l'estrange ».

Cette garde n'est pas une garde d'honneur, mais une institution purement utilitaire : elle a pour but d'assurer la liberté de la parole... aux orateurs du parti, bien entendu.

Dans la plupart des cas, les candidats eux-mêmes voyagent en auto. Il est recommandé d'usur de voitures « confortables », tant pour diminuer les fatigues que pour impressionner les masses, mais non point « luxueuses », ce qui pourrait indisposer certains électeurs. C'est une question de degré.

En tout cas, la location, le carburant et l'entretien de ces autos ne sont pas compris dans les frais incombant à la cause électorale. Les candidats s'arrangent personnellement pour les payer ; certains se mettent à deux ou trois pour louer une voiture qui restera à leur disposition pendant toute la durée de la campagne.

Ces frais de voitures sont inscrits dans la rubrique dite de « l'argent de poche » du candidat, et dont le total n'est pas négligeable ; car elle comprend encore les visites chez les déshérités, dont il n'est pas besoin de souligner l'importance, les pourboires, les cigares, etc.

C'est par billets de mille que se chiffre ce total. Ainsi peut-on dire, en parlant d'un tel célèbre, que, pour mener convenablement une campagne électorale, il faut, d'abord, de l'argent ; ensuite, de l'argent, et, enfin, de l'argent...

TRICAL Déjeuner Sucré
Incomparable
Usines : 73, Avenue de Neuilly (Seine)

DANS LA FRANCE DÉVASTÉE

M. NAUDIN, PRÉFET DU NORD NOUS DIT CE QU'ON A FAIT POUR LES RÉGIONS LIBÉRÉES

L'ŒUVRE DE RECONSTITUTION NÉCESSITERA UN TRAVAIL SOUTENU ET PRODIGIEUX

Plus d'un milliard a été mandaté depuis quatre mois pour l'ensemble du département, tant en secours de première urgence qu'en avances ou indemnités pour réparer les dommages.

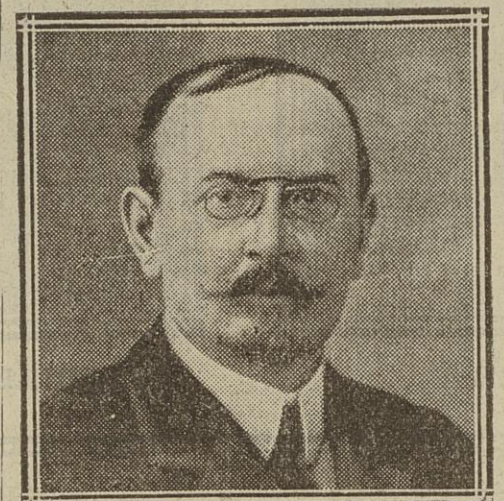
632.811 RÉFUGIÉS ONT ÉTÉ SECOURUS

On s'occupe activement de la remise en état du sol. Il ne reste plus à niveler que la ligne Hindenburg et la région de Bailleul-Merville.

LILLE, 5 novembre. — (De notre correspondant particulier). — Qu'a-t-on fait, depuis un an, pour le Nord dévasté ? Le préfet, M. Naudin, a très aimablement consenti à nous renseigner.

Aussitôt après la libération, nous a-t-il déclaré, j'organisai les services de la Reconstitution, et je les installai rue Saint-Bernard, où, dès le 18 octobre, lendemain de la délivrance de Lille, ils fonctionnaient avec un nombreux personnel.

Notre première préoccupation fut de songer au rapatriement des réfugiés. Le nombre des autorisations de transport que



M. NAUDIN
Préfet du Nord
(Photo Raoul Autin.)

nous avons délivrées jusqu'à ce jour, s'élève à 181.000 familles, me permet d'affirmer que toute diligence a été faite à cet égard.

Poursuivant son exposé, M. Naudin nous indique que pendant une année, à vrai dire pendant les quatre derniers mois, plus d'un milliard environ a été mandaté pour l'ensemble du département, tant en secours de première urgence (dont le montant s'élève à 111.863.000 francs) qu'en avances ou indemnités diverses pour réparation des dommages résultant de faits de guerre.

Un vestiaire départemental

En décembre 1919, continue le préfet du Nord, il a été institué, sous ma présidence, une commission centrale, composée de dix-huit membres choisis parmi les personnalités et les dames charitables de la ville de Lille, les membres du bureau de bienfaisance et de la commission des hospices. Cette commission, qui se subdivise en deux sous-commissions, l'une pour les achats, et l'autre pour la répartition des secours en argent, a pour tâche de rechercher la meilleure utilisation des dons importants reçus pour les habitants du département du Nord.

Les secours, qui, de janvier 1919 à octobre, se sont élevés à 1.329.720 pièces de vêtements, ont été, au fur et à mesure des arrivages, répartis proportionnellement au nombre des habitants et au degré de destruction des communes. Aux sous-préfets, chacun pour son arrondissement respectif, et aux maires de l'arrondissement de Lille a été dévolu le soin d'attribuer les secours aux ayants droit, avec le concours d'une commission composée de notables du pays, de conseillers municipaux, de membres du bureau de bienfaisance, du comité de ravitaillement, et ils doivent s'efforcer de favoriser les nombreuses et nécessaires.

De plus, un stock important d'objets de literie a été partagé entre 38 communes pour pourvoir aux nécessités les plus urgentes. 78.656 pièces de coulage ont été ainsi distribuées de juillet dernier à octobre.

Ce n'est pas tout, ajoute M. Naudin : nous avons, en prévision de la mauvaise saison, fait des achats de veloutine pour robes de femmes et fillettes, de drap pour costumes de garçonne, de sous-vêtements et de chaussettes. Tout ce qui était disponible à la liquidation des stocks du service de Santé a été retenu.

Nous avons organisé, ici même, l'assistance par le travail. C'est notre « vestiaire départemental », qui distribue aux ouvrières inscrites les pièces de lingerie à confectionner. Une œuvre identique existe dans l'arrondissement de Douai.

Le programme de travail du vestiaire départemental s'orientera au printemps prochain dans un autre sens. A cette époque, les familles réinsérées au pays auront, pour la plupart, repris leur vie normale ; il faudra alors protéger et aider la maternité. Dans ce but, la confection de layettes, qui seront distribuées dans les consultations de femmes prêtes à devenir mères et de nourrissons, est, dès maintenant, envisagée.

L'œuvre du vestiaire départemental, conclut M. Naudin, est trop souvent ignorée de ceux qui en reçoivent des secours. Il est désirable que les populations éprouvées par la guerre sachent que l'Etat, par l'intermédiaire du ministère des Régions libérées, vient en aide aux déshérités actuels. Pour atteindre ce but, chaque pièce distribuée doit porter la limite : « Ministère des Régions libérées — Préfecture du Nord — Vestiaire départemental ».

M. Leroy, secrétaire général, nous apporte des précisions

M. Leroy, secrétaire général de la Reconstitution, qui est avec M. Labbé, directeur technique, à la tête des services, nous apporte des précisions ponctuelles par des chiffres sur le fonctionnement des divers services :

— Notre maison, nous dit-il, est une

maison de verre, en ce sens que toutes les opérations qui y sont effectuées sont justifiées.

À l'heure présente, 632.811 réfugiés ont été secourus. Nous avons organisé, sur l'initiative de M. le préfet du Nord, un service de bagages des réfugiés. Ce service, créé en mars dernier, a pour objet de rechercher les colis égarés et de les faire parvenir à leurs destinataires : 1.262 colis ont été ainsi réexpédiés aux intéressés.

Les dommages de guerre

La question des dommages de guerre est peut-être la plus importante de la reconstitution. A ce sujet, des régisseurs d'avances ont été désignés pour fixer les frais de réparations urgentes aux immeubles, aux fonds de roulement aux agriculteurs et aux commerçants, et aussi pour établir les frais de reconstitution de mobilier familial. Jusqu'à présent, 101.616 demandes ont reçu satisfaction, en ce qui concerne les avances consenties pour reconstitution de mobilier. Nous sommes aussi chargés, ajoute M. Leroy, de mandater les avances aux industriels, aux mines, etc. Avant le 15 octobre, 702.252.000 francs ont été avancés ; l'avance aux mines s'élève, à ce jour, à 20.773.000 francs. D'autres crédits importants de la reconstitution ont été également affectés à divers chapitres : travaux urgents aux immeubles réparables, avances pour fonds de roulement aux agriculteurs, avances pour fonds de roulement aux commerçants et artisans, etc., soit un total de plus d'un milliard.

Poursuivant l'exposé relatif au fonctionnement des services de la Reconstitution, M. Leroy nous indique que les commissions cantonales ont toutes tenu audience, et qu'elles ont rendu plus de 2.000 décisions.

Les services techniques

Depuis deux mois environ les services de la Reconstitution ont été scindés en deux parties : M. Leroy s'occupe spécialement de la partie administrative ; M. Labbé a été placé à la tête des services techniques, qu'il dirige avec une autorité et une compétence hors de pair. M. Labbé s'est occupé de la mise en œuvre de la reconstitution du sol. Le travail accompli jusqu'à ce jour est considérable.

En ce qui concerne la remise en état du sol, il ne reste plus, nous dit M. Labbé, qu'à niveler des parties très bouleversées dans la zone rouge (premières lignes 1914), la ligne Hindenburg et la ligne de front de l'avance de 1918 (région Bailleul-Merville), où d'ailleurs la culture n'aurait pu de toutes façons être reprise cet automne, faute de moyens.

M. Labbé nous donne l'assurance que tout sera terminé pour le printemps de 1920.

Qu'a-t-il été fait pour l'agriculture ? demandons-nous à M. Labbé. Nous avons délivré jusqu'à ce jour 45.161 instruments de machines agricoles : en outre, 20.422 tonnes d'engrais, soit 2.042 wagons, ont été demandées. Sur ce nombre, 560 sont livrées. Pour les semences : 136.464 quintaux, soit 1.364 wagons, dont 536 livrés ou avisés. Nous avons reçu des agriculteurs des demandes de chevaux : 22.567 leur ont été livrés. Pour le bétail nous avons fourni déjà 15.119 têtes.

La reconstitution définitive

Cette œuvre est celle des services d'architecture. Les dossiers de 30.000 immeubles réparables ont été constitués, et un crédit important a été consenti, pour verser des acomptes. Les services d'architecture fonctionnent sous le contrôle actif de M. Millot, architecte en chef.

Nous ne terminerons pas cet exposé sans indiquer qu'il est prévu pour novembre la construction de 4.000 baraques en bois ou « dur » pour chacun des secteurs, soit au total plus de 8.000. A ce sujet, des emplacements ont été réservés à Lille pour l'érection de 200 maisons. Bailleul, qui fut anéanti par l'ennemi, compte déjà 300 de ces habitations. Ajoutons à ce bilan la cession de près de 4.000 baraquements anglais.

En présence des résultats palpables obtenus déjà par le fonctionnement de l'œuvre de la Reconstitution dans le Nord, il est permis d'envisager l'avenir avec confiance.

Albin GOURAND.

POUR IGNORER LES MERCANTIS

LES GENS DU MONDE S'ORGANISENT AUSSI CONTRE LA VIE CHÈRE EN CRÉANT UNE VASTE COOPÉRATIVE

« Nous voulons que, comme les forces ouvrières, le capital soit conscient et organisé », déclare M. Charles Namur, promoteur de ce groupement économique.

COOPÉRATIVE D'ACHAT POUR COMMENCER PLUS TARD COOPÉRATIVE DE PRODUCTION

Les gens du monde, qui ont aussi à se plaindre de la vie chère, songent à se défendre en organisant, à leur tour une vaste et puissante coopérative.

Notre programme est bien simple, nous dit M. Charles Namur, qui a eu l'idée de ce nouveau groupement d'intérêts. Nous supprimons les intermédiaires, et nous capotons à notre profit quelques grandes sources de production. Nous voulons que, comme les forces ouvrières, le capital soit conscient et organisé. Nous commençons par créer une coopérative d'achat ; nous continuerons en créant des coopératives de production. Déjà nous sommes en nombre suffisant pour que nous ayons des métaux, une fabrique de pâtes alimentaires, une blanchisserie, etc. Nous possédons, en Belgique, un château entouré de dix fermes, dont tous les produits, les bœufs et les moutons convergeront vers notre centre de répartition. Nous sommes en train de convertir en entrecôte l'ancien manoir de la ferme, rue de Grenelle. C'est de là que rayonneront nos gros camions de livraison. Chaque coopérateur recevra, une fois par semaine, pour commencer, tout ce dont il a besoin pour la table et l'office pendant ce laps de temps. Un comité de dames se charge de choisir les denrées qui seront présentées aux acheteurs dans un puis dans plusieurs magasins d'échantillons. Notre but est de rendre la vie plus commode à la classe à laquelle nous appartenons, mais, pour être moins exclusifs, nous fournirons les associations d'anciens combattants, les coopératives intéressantes, et même certains petits commerçants pour leur approvisionnement chez nous. Par voie de conséquence et de répercussion, tout le monde bénéficiera de notre action, de notre entente économique, et, dans un bulletin, dont le tirage de début s'élèvera à 5.000 exemplaires, nous publierons, avec nos recettes et nos dépenses, les prix auxquels nous avons pu nous procurer nos marchandises. L'entre dans notre projet d'installer des succursales en province et à l'étranger, ce qui facilitera notre ravitaillement. Bruxelles est au voie d'organisation, et j'ai fait déjà d'intéressants échanges avec la Belgique.

— Que versent les adhérents comme première mise de fonds ?

— Nos actions sont de cent francs. Beaucoup en ont pris une, quelques-uns dix parmi les cinq cents premiers adhérents.

— Et vous êtes maintenant combien ?

— Tout près de mille.

— Pouvez-vous me citer quelques noms ?

— Volontiers. Voici, au hasard, parmi les plus actifs, les plus ardents coopérateurs : vicomtesse Curial, comtesse de Lestre, général de Mitry, amiral de Gueydan, MM. Joseph Loste, Maurice Hollinguer, Mme Burin du Buisson, M. Philippe Cuny, comte de Maugère, Mme Larduin de Musset, baronne de Waldner, M. André de Neufville, Mme d'Arnal de Serres, Mme Fara Forné, le docteur Georges Voronoff, comtesse de Laurens, M. Laurent du Buit, M. W. d'Eichthal, comtesse Costa de Beauregard, comte Monti de Rezé, comtesse Simon de Dreux-Brezé, baronne Cerise, comte Vilpian, etc.

On a cependant installé, avenue Hoche, non loin de votre hôtel, une baraque Vilgrain.

— Elle continuera à rendre des services. Remarquez que notre initiative n'est pas animée par un esprit critique, mais seulement pratique. Nous ne voulons même pas juger les mercantis, mais nous nous réjouissons à la pensée que nous allons pouvoir enfin les ignorer. — ROGER VALBELLE.

Le collier du Louvre

Arrêté à Evreux, le voleur est ramené à Paris et écorché.

L'auteur du vol commis au musée du Louvre dans les circonstances que nous avons relatées a été arrêté à Evreux, par deux inspecteurs de la police judiciaire de Paris.

Le voleur est un nommé Louis Prachot, âgé de dix-huit ans. Conduit devant le commissaire central d'Evreux, il a fait les aveux les plus complets, déclarant qu'il s'était laissé enlever à 4 heures de l'après-midi dans le musée et qu'il en était sorti à 8 h. 30 du soir, en possession du collier de la Reine.

Prachot a été ramené hier à Paris et mis à la disposition de M. Plaincheault, juge d'instruction.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE A PARIS



LA RÉUNION DE L'UNION RÉPUBLICAINE, SOCIALE ET NATIONALE, PASSAGE SAINT-PIERRE

Cette photographie, prise hier soir, dans la 2^e circonscription de la Seine, montre, de bout, à fond de gauche à droite, les membres du bureau : MM. Hemery, Le Corbier, Faillot, Chanot, Henry Paté, Galli, Erlich et Maurice Barrès. Seul MM. Le Corbier, Hemery et Chanot, tous sont candidats.

LA LEÇON D'UNE CATASTROPHE

LES MOYENS DE PROTECTION DE NOS GRANDS EXPRESS NE SONT PLUS SUFFISANTS

UNE CONVERSATION AVEC M. PAUL PAINLEVÉ QUI PRÉSIDA LE COMITÉ DES INVENTIONS

C'est de parti pris qu'on a rejeté les moyens que la science proposait aux Compagnies afin de préserver, de façon plus efficace, la vie des voyageurs qu'elles transportent.

LA RESPONSABILITÉ DOIT ÊTRE ÉTENDUE

Le désordre est partout. Le matériel est défectueux. On exige des mécaniciens un travail excessif. Autant de dangereuses conditions.

Onze accidents, avec 69 morts et 280 blessés, tel est, depuis le 1^{er} juillet dernier, le bilan funéraire à l'actif de nos Compagnies de chemins de fer.

Il y a là une situation non seulement inquiétante, mais intolérable, à laquelle il convient de trouver un remède immédiat. Il est inadmissible, en effet, que des voyageurs soient exposés chaque jour à la mort parce que personne ne se préoccupe de chercher les moyens susceptibles de leur donner plus de sécurité.

On oublie vite en France, en dépit des plus graves accidents, et les administra-



M. PAUL PAINLEVÉ

tions plus encore que le public. Souvenons-nous des innovations de 1914. A cette époque, nos services fluviaux tenaient un petit effort. On réunissait des commissions ; on parla de relever les quais de la Seine dans Paris, de construire un canal de dérivation. Au total, on ne fit rien.

Dans les chemins de fer, il en va de même. Qu'a-t-on changé à la disposition des voies ferrées à Melun, malgré la catastrophe de 1913 ? Rien.

Le même accident peut se reproduire, dans cette gare, dans les mêmes conditions.

Les baudets de la fable

Aujourd'hui, comme par le passé, dans les tamponnements, toutes les fautes incombent par principe aux mécaniciens ou aux aiguilleurs ; ce sont les baudets de la fable. Les directeurs et les ingénieurs des Compagnies de chemins de fer sont irresponsables. Le jour où leur personne sera mise en cause, peut-être verrons-nous surgir des améliorations au trafic.

Et, pourtant, ce n'est pas la faute du mécanicien si les mesures de protection sont insuffisantes, et elles le sont. On a depuis longtemps proposé d'augmenter la sécurité des transports en plaçant sur les locomotives des appareils automatiques qui fonctionnent au passage d'un disque fermé et qui avertissent le mécanicien, par un moyen auditif, d'un danger imminent. Or, jamais il n'a été possible de faire admettre ces appareils par les Compagnies, parce que les ingénieurs sont par principe peu accessibles aux innovations.

Le public, qui paie, et même fort cher, a le droit d'être protégé, et notre devoir est de le renseigner sur la façon dont il pourrait l'être si les réseaux voulaient bien faire l'effort nécessaire pour donner aux voyageurs qu'ils transportent la même satisfaction que nous réclamons pour eux.

CE QUE DIT M. PAINLEVÉ

A ce propos, nous avons demandé l'avis de M. Paul Painlevé, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne et à l'École Polytechnique, ancien président de la commission des inventions.

On se préoccupe actuellement, nous a-t-il dit, contre les rencontres de trains, par les signaux visuels. En fait, avec ces moyens de protection, il ne devrait pas se produire de catastrophe, mais il faut envisager plusieurs causes qui peuvent engendrer des accidents. Il y a tout d'abord le non-fonctionnement des disques, ce qui est assez rare, ou une erreur commise dans des postes qui commandent les signaux, l'homme préposé à cette importante fonction oubliant de couvrir un train. Enfin, le disque rouge peut aussi ne pas être aperçu par le mécanicien, et il faut avouer que, dans les circonstances présentes, le contrôle des signaux devient un problème, hélas ! secondaire, parce que le mauvais état des locomotives et la déplorable qualité du charbon souvent font d'occasions de se préoccuper de toute autre chose que des feux de protection.

Il est évident, en effet, que si le mécanicien a subitement son attention détournée par le fonctionnement d'un disque d'un organe de sa machine, il peut lui arriver de brûler un signal fermé. D'autres fois, et le cas est plus fréquent qu'on ne le pense, la vapeur vase à l'avant de la locomotive et forme écran, empêchant toute bonne visibilité.

Comme le disque avancé qui couvre une section de voie est volontiers placé à 750 mètres en avant d'elle, on voit qu'un train lancé à cent kilomètres à l'heure vient s'écraser quarante-cinq secondes après sur le convoi arrêté, si le mécanicien ne s'est pas rendu compte que le signal était fermé.

Des signaux automatiques

Quelles sont en conséquence les mesures à adopter pour pallier aux erreurs humaines ? Tout d'abord, il me semble utile de multiplier le nombre des disques qui servent à couvrir un train, le plus avancé étant placé à plusieurs kilomètres de l'endroit où se trouve un convoi bloqué. On a prétendu qu'il était impossible de manœuvrer des signaux à de grandes dis-

tances. Cette raison me paraît insuffisante, car il existe des « block-system » qui peuvent répondre aux nécessités du moment. En outre, il faut trouver le moyen d'avertir le mécanicien de tout danger proche, de frapper son oreille par exemple, si sa vision a fait défaut.

Vous me direz qu'on y a pensé, puisqu'on utilise déjà les pédales, que les agents posent sur les voies lorsque le train s'arrête un certain temps. Mais ces engins ne sont efficaces que s'ils sont placés à une assez grande distance du dernier wagon, ce qui est rarement le cas.

Ce sont là des moyens aléatoires.

Il y a mieux : les appareils automatiques, dont il existe des modèles multiples, et qu'on monte sur les locomotives. Tout disque fermé actionne, soit mécaniquement, soit électriquement, un mécanisme installé sur la machine. Aussitôt se fait entendre une sonnerie ou un sifflement caractéristique qui avertit le mécanicien que la voie n'est pas libre. Les essais faits ont été concluants. On a objecté qu'il y aurait danger à se servir de tels appareils, parce que le mécanicien ne surveillerait plus les disques, se fierait au « crocodile », tel est le nom de ce système — qui, comme tout mécanisme, peut s'arrêter, et que finalement il y aurait des déboires.

S'il est évident que le disque reste le moyen le plus sûr, les procédés automatiques surajoutés constitueraient un bénéfice. Si le contrôle humain est le meilleur, le contrôle mécanique n'est pas à rejeter, et les dépenses qu'occasionnerait l'adoption de ces nouveaux systèmes de protection ne doivent pas en arrêter la mise en œuvre, car ce serait une déplorable économie et un acte inhumain.

Une situation déplorable

J'ajouterais que la plupart des accidents actuels sont la conséquence de l'inexactitude. Or, la première protection pour le voyageur, c'est la marche régulière des trains. Si le service est bien réglé, même sans aucun organe de protection, il ne peut y avoir de rencontre. Etant donnée la complexité des barèmes actuels, un seul retard donne les éléments nécessaires pour engendrer un accident. Comme le désordre est partout, et qu'on demande aux mécaniciens et chauffeurs un travail intensif particulièrement fatigant, en raison des retards constants et considérables, on comprend que l'inexactitude agisse comme un corsaire qui bondirait sur un lot de navires au repos.

Étant donnée la situation actuelle de nos chemins de fer, et par suite de l'intensité de plus en plus grande du trafic, les anciens moyens de protection sont devenus insuffisants. Il faut donc en adopter d'autres, et les adopter immédiatement.

René FARGES.

LA CATASTROPHE DE PONT-SUR-YONNE

On a déjà retiré des décombres 21 morts et on connaît 72 blessés

Nous avons donné, hier, le récit de la catastrophe de Pont-sur-Yonne, d'après les dépêches envoyées de Sens et d'après les déclarations des voyageurs qui se trouvaient soit dans le Simplon-Express 1-33, soit dans le rapide Paris-Genève n° 661.

Voici la version qu'en fournit la Compagnie de la direction de la Compagnie du P.-L.-M. :

La version de la Compagnie

« Le tamponnement survenu lundi 3 courant, vers 23 heures, entre Pont-sur-Yonne et Sens, s'est produit dans les circonstances suivantes :

« Le train luxe Simplon-Orient-Express n° 33 était arrêté entre ces deux gares à un poste intermédiaire de block. Il s'était placé sous la couverture du bâtiment, à l'attendait réglementairement, pour le départ, d'avoir vite libre du train qui le précédait.

« Le L. 33 était suivi du rapide de toutes classes Paris-Genève n° 661, qui n'observa pas les signaux protégeant le L. 33, et vint le tamponner à toute vitesse.

« La machine du rapide 661 démolit les véhicules de queue du L. 33, savoir : deux fourgons à bagages et le restaurant, qui n'avaient plus que son personnel ; de plus, la voiture-lits suivant le restaurant fut gravement endommagée. Quatre des véhicules de tête du train tamponneur vinrent se briser contre sa lourde machine.

« On a à déplorer la mort de quinze voyageurs, de deux agents des postes et d'un conducteur de la Compagnie des Wagons-Lits.

« Le nombre des blessés atteint soixante. Ils ont été répartis entre les hôpitaux de Sens et de Montargis ; grâce à l'empressement des médecins, des autorités et de la population, les soins ont pu être très rapidement donnés, et il n'y a eu qu'un très petit nombre de décès.

« Les deux voies ayant été interceptées, les trains de voyageurs sur la ligne de Montargis-Sens, et même directement sur Lyon, Paris-Moulins et Paray-le-Monial. Dès réception de la nouvelle de l'accident, les deux grues à vapeur de Paris et de Dijon ont été amenées en toute hâte, et, dès hier,

CONGO SAVON DU CONGO
BLANCHEUR-TEINT
VICTOR VAISSIER

DERNIÈRE HEURE 5

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

PARIS SIÈGE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le Conseil suprême dresse la longue liste des questions posées devant la Conférence de la paix et demeure sans solution.

Le Conseil suprême des Alliés s'est réuni, hier matin, sous la présidence de M. Pichon.

Il a décidé que Paris serait le siège de la première réunion du Comité exécutif de la Société des Nations, réunion qui doit se tenir en vue de la mise en vigueur du traité de paix.

L'article 7 du pacte de la Société des Nations fixe le siège de la Société à Genève, mais autorise le Comité à se réunir en tout autre lieu.

Le Comité a abordé ensuite l'examen récapitulatif des questions qui sont encore à régler. La liste en est longue : signature définitive du traité bulgare, préparation du traité de paix avec la Hongrie, règlement de la question turque, règlement des différends qui ont surgi entre la Conférence, d'une part, la Serbie et la Roumanie, d'autre part ; solution de la question de l'Arménie et de l'Adriatique, etc.

Tout cela exigera des travaux longs et délicats ; mais il est probable qu'ils ne seront point poursuivis par la Conférence dans sa forme actuelle. D'ailleurs, cet examen fait prévoir la proximité d'un remaniement que nous avons laissé pressentir à plusieurs reprises.

La réponse des Alliés aux Bulgares

La réponse des Alliés remise à M. Theodoroff était accompagnée d'une lettre d'envoi, dont le texte vient d'être publié.

Cette lettre déclare que les Alliés ne peuvent servir la détermination bulgare dans la discussion des circonstances de son intervention. Ils ne peuvent oublier que les troupes bulgares, soutenues par le sentiment populaire, ont attaqué, à l'arrière, et sans provocation, l'armée serbe, qu'elles ont montré par leur attitude le besoin d'une aide à assurer sur le pays occupé, et qu'elles ont attendu d'être vaincues pour déposer les armes. La Bulgarie se voit ainsi rendue responsable de la prolongation de la guerre, et elle est, de ce fait, responsable des maux terribles qui en ont été la conséquence.

Poulet est au pied du Taurus

CONSTANTINOPLE, 5 novembre. — L'aviateur Poulet, continuant sa route sur Melbourne, a repris son vol le 29 octobre, à 6 h. 30 du matin, à l'aérodrome de Saint-Étienne.

Une information de Konia, reçue seulement aujourd'hui, annonce que le vaillant aviateur a lutté continuellement contre une véritable tempête qui, à certains moments, arrêtait complètement l'appareil. Après dix heures de vol, Poulet a dû atterrir à quelque milles de Konia, au pied de la chaîne du Taurus.

M. CLEMENCEAU EN ALSACE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL A VISITÉ LE PORT DE KEHL, MARMOUTIERS ET SAVERNE

Partout, dans ce voyage, il a été l'objet, de la part des habitants, des plus chaleureuses manifestations de sympathie.

STRASBOURG, 5 novembre. — Par une pluie fine et un temps froid, M. Clemenceau s'est rendu aujourd'hui à Kehl, dont il tenait à visiter le port. Il était coiffé de son légendaire petit chapeau. Le président du Conseil admirait les coqs gaulois qui remplace l'aigle allemand à l'entrée du port ; il est, étonnamment haussé, dit-il, et bien français !

Le général Humbert lui présenta l'administrateur allemand de Kehl, qui lui souhaita la bienvenue, en s'excusant de mal parler le français.

Mais je comprends assez pour vous entendre, lui répondit aimablement M. Clemenceau sur un ton enjoué.

Puis il y eut séance de cinématographie. Le président accepta de poser « dix secondes », parce que, dit-il, « ce n'est pas tous les jours que l'on voit en Allemagne un président du Conseil français ».

M. Clemenceau examina le port et se rendit ensuite au fort de Kirschbach, qu'il visita. Puis il regagna Strasbourg.

M. Clemenceau séjourna au commissariat général, et alla, dans l'après-midi, en automobile, à Marmoutiers et à Saverne, où il fut l'objet, de la part des habitants, de chaleureuses manifestations de sympathie.

M. Clemenceau, accompagné des ministres, a quitté Strasbourg ce soir, à 19 h. 30.

La grève des mineurs aux États-Unis

Les négociations sont rompues avec le gouvernement.

WASHINGTON, 5 novembre. — Le conflit du charbon est de nouveau sans issue, à la suite du rejet pur et simple par le gouvernement de la proposition des mineurs tendant à la reprise du travail après le retrait de l'injonction gouvernementale.

L'attorney général a déclaré que la grève était illégale et annoncé que le gouvernement était résolu à combattre le mouvement devant les tribunaux. Cette déclaration constitue une réponse directe à la demande des mineurs concernant l'abandon de l'injonction du gouvernement et rompt toute négociation.

NOUVELLES BREVES

Un glorieux mutilé, le capitaine Jacques Baugé, du 12^e d'infanterie, est nommé chevalier de la Légion d'honneur, avec une citation des plus élogieuses.

Hier, devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, ont commencé les débats de l'affaire Solovitch, officier serbe, artiste, au théâtre national de Belgrade, qui aurait assassiné Mme Zon, femme d'un bijoutier de Nice. L'accusé nie.

CHRONIQUE ELECTORALE

M. ANDRÉ TARDIEU nous résume son programme et nous dit quelle est la situation électorale dans le département de Seine-et-Oise.

M. André Tardieu, qui fait liste dans le département de Seine-et-Oise avec MM. Amoudry, Georges Aimond, Georges Bonafant, Charles Reibel, Maurice Colrat, Couraud, Edmond Gasi, le capitaine Henri Laval, Georges Lenoir, Paul Menier et Jean Poirard, poursuit activement la campagne électorale. Entre deux réunions, il a bien voulu nous résumer le programme de la liste républicaine d'union démocratique et la situation électorale dans sa circonscription. Voici sa déclaration :

— La liste républicaine d'union nationale démocratique, associée des radicaux, des républicains de gauche, des membres de l'Alliance Démocratique et de la Fédération Républicaine.

Programme ? La reconstitution de la France et l'organisation de la victoire par la République.

« Nos premières réunions contradictoires n'ont mis en face de nous que les socialistes. Nos autres concurrents n'ont pas paru. »

« Les socialistes viennent toujours nous proposer des rencontres. Mais ils ne sont pas en nombre suffisant pour l'emporter au scrutin. »

« Les radicaux-socialistes qui ont suivi le char de M. Franklin-Bouillon ne peuvent opposer à notre programme que la thèse personnelle de leur chef contre le cabinet Clemenceau et contre le traité de paix. »

« Le s'appuyant sur ce qui reste des communistes Berteaux, qui ne sont que des éléments sans troupe. »

« La masse électorale, intelligente et calme, résolue à obtenir le relèvement de la France dans l'ordre et la légalité, ne suivra ni ceux qui se recommandent du bolchevisme russe, ni ceux qui, en votant contre la ratification de la paix, se fussent condamnés à la déchéance, à faire le jeu du bolchevisme en jetant l'Europe dans le désordre. »

« Nous avons, mes amis et moi, pleine confiance dans le résultat. » — M. L.

M. MAURICE BARRES DEVANT SES ÉLECTEURS

Dans le préau de l'école du passage Saint-Pierre se trouvaient réunis les principaux candidats de la liste d'Union républicaine, sociale et nationale (liste Millerand).

Après quelques mots de M. Faillot, la parole est donnée à M. Maurice Barres.

« Les cheuvs noirs plaqués, encadrant son « rofi d'aigle, la voix claironnante, avec parfois un léger zélanisme, M. Barres dit lentement les raisons qui l'ont amené à se joindre à la liste Millerand. »

C'est avec des accents tristes qu'il expose les horreurs du bolchevisme sur lesquelles M. Erlich, qui a été chargé de mission en Russie, reviendra plus amplement après lui.

S'animant, agitant ses mains nerveuses, il fait un appel véhément à l'union sacrée.

Qui sera Président de la République ?

Il est inutile d'envoyer de réponse avant d'avoir lu les conditions de ce Concours.

LECONSPAR CORRESPONDANCE 53, RUE DE RIVOLI PARIS

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

LA LUTTE SUR LE FRONT RUSS

LA TENTATIVE DE YODENITCH POUR PRENDRE PETROGRAD PARAÎT ÊTRE COMPROMISE

Malgré quelques avantages sur certains points, l'armée du Nord-Ouest a dû évacuer Louga après une lutte sanglante.

COPENHAGUE, 5 novembre. — Un communiqué officiel à Youdenitch, en date de lundi, annonce une importante diversion des bolcheviks dans le but de couper toutes les lignes méridionales de communication à l'armée russe. Les bolcheviks concentrent des divisions fraîches et des détachements communistes sur les fronts de Smolensk et Moscou.

7.000 rouges ont attaqué Louga et, après des combats sanglants qui durèrent deux jours, sont parvenus à occuper la ville.

La bataille continue et semble devenir favorable à Youdenitch, qui concentre virtuellement plusieurs régiments bolcheviks au sud-ouest de Louga.

Dans la région de Gatchina, que Youdenitch a donné l'ordre d'évacuer en cas de nécessité, les bolcheviks ont réussi également une concentration de renforts très considérables.

Le général Holban ne s'est pas suicidé

BERNE, 5 novembre. — Du Bureau de presse roumain de Budapest :

Il y a quelques jours, on annonçait de Budapest le suicide du général Holban, commandant des troupes roumaines à Budapest.

Le grand quartier général roumain donne à ce bruit un démenti formel.

La "Semeuse" de Roty va disparaître

Le Petit Parisien annonce l'émission d'un nouveau type de pièces blanches, commémorant à la fois la Victoire et la Paix.

Mises en circulation en 1897-1898, les premières pièces divisionnaires à l'effigie de la Semeuse se trouvaient presque effacées dix ans plus tard. En 1910, on dut en fabriquer un certain nombre. A ce moment déjà, on avait songé à frapper une nouvelle monnaie d'un type classique. On ne le fit pas, à cause de la dépense que cela entraînerait, et aussi pour ne pas attrister la vieillesse du grand artiste qui avait donné son nom à la Semeuse.

Maintenant, cette raison sentimentale n'existe plus, puisque Roty est mort.

LE LANCEMENT DES CARGOS FRANÇAIS "CAUCHY" ET "LEGRANGE"

Un câblégramme de New-Orléans annonce le lancement des deux premiers cargos en acier de la série de cinq navires en construction, pour le compte du gouvernement français, dans les chantiers de la Foundation Cy, sur les plans et spécifications de MM. Leparmentier, officiers supérieurs de la marine française. Le premier, le Cauchy, a été mis à l'eau le 14 septembre, et le second, le Legrange, le 14 octobre. Ces deux cargos ont 100 mètres de longueur de bout en bout, leur déplacement est de 5.835 tonnes et leur portée en jauge de 4.240 tonnes ; ils sont munis de deux machines à vapeur actionnant chacune une hélice.

La caractéristique principale des navires du type Leparmentier consiste dans le couplage de deux coques cylindriques comparativement des deux cloisons circulaires absolument étanches. Ce système de construction rend le navire inébranlable et insubmersible en protégeant sa flottabilité contre toutes les causes pouvant déterminer une voie d'eau et par conséquent, assure la protection de la vie humaine en mer autant qu'il est pratiquement possible de le faire.

On lancera, très prochainement, le troisième cargo de la série, que la mise à l'eau des deux autres suivra de près. Notre flotte marchande disposera donc bientôt de cinq très beaux navires à vapeur de charge, qui accroîtront son tonnage de 23.175 tonnes. Ces navires rejoignent la cote la plus élevée du Bureau Veritas.

Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu dans le minimum de temps. En effet, les chantiers de la Foundation Cy n'existaient pas encore en juin 1918. Il fallut les édifier de toutes pièces, les outiller, les équiper, les approvisionner en matières premières et réunir la main-d'œuvre nécessaire. Toutes ces difficultés ont été surmontées, et moins de quatorze mois après la pose de la première fondation, ces deux premiers navires ont pris possession de son élément. Il convient d'apprécier ce brillant succès et du principalement à la simplicité de construction des bateaux du type Leparmentier, simplicité telle qu'elle ne nécessite pas de spécialistes, avantage extrêmement précieux. Ainsi se trouve réalisé un grand progrès dans la construction navale.

LE DEVOIR CIVIQUE

« L'Etat, c'est moi », disait, il y a deux siècles et demi, le roi Louis XIV. Pas un homme, aujourd'hui, ne peut dire, en France : « L'Etat, c'est moi » ; mais nous avons tous, dans une certaine mesure, le droit de le dire. L'Etat, c'est chacun de nous, pour sa virile part. Chacun de nous contribue à l'administration politique et municipale du pays par ses votes, à l'augmentation de la richesse économique par sa production et ses économies, au bon état des finances publiques par son exactitude à payer l'impôt.

Cette dernière forme du devoir civique n'est pas la moins utile à remplir, surtout dans la période actuelle, où nous devons avoir à cœur de contribuer à l'allégement des lourdes charges que quatre ans de guerre font peser sur le pays. Rappelons au sujet de l'impôt, que ceux qui ont des Bons de la Défense Nationale, au lieu de les toucher pour en porter ensuite le montant au bureau des contributions, peuvent s'en servir pour payer leurs impôts, et ainsi épargner cette perte de temps et remettre au percepteur les Bons eux-mêmes qui, dans ces conditions, sont reçus en paiement.

LECONSPAR CORRESPONDANCE 53, RUE DE RIVOLI PARIS

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE SCRUPULE DE ROSINE

par JACQUES CONSTANT

Le docteur Bodin déboucla le brassard du sphymosignal, et sourit à Pierre Lodève qui suivait ses gestes avec anxiété :

— Bah ! fit-il, un cœur fatigué, mais rien d'alarmant. Evitez les exercices violents, les veilles, le surmenage. Et puis vous suivrez le régime que je vais vous prescrire...

La sérénité descendit dans l'âme du malade, ses yeux inquiets recouvrèrent leur éclat, et tandis que le praticien rédigeait son ordonnance, il reprocha doucement à Rosine Mouret, sa maîtresse, de s'être effrayée outre mesure.

— Ne blâmez pas Madame de sa prévoyance, riposta le docteur en tendant à Rosine la feuille manuscrite.

Tout e lui donnant quelques explications pratiques, il entraîna la jeune femme vers l'embrasure de la fenêtre. Là, sûr de n'être pas entendu de Pierre qui se rhabillait, il murmura :

— Revenez me voir demain, seule. Rosine fut exacte au rendez-vous.

— Dois-je vous dévoiler toute la vérité sur l'état de votre ami ?

— Je suis forte, docteur. Il est perdu, n'est-ce pas ?

— Oui. Avant trois mois, il aura cessé de vivre ; il mourra en quelques minutes, sans prendre connaissance. Naturellement une forte émotion, une vive contrariété comme un plaisir trop aigu peuvent l'emporter avant terme. Comprenez-moi bien : vous tenez sa vie entre vos mains...

Pierre avait été très bon pour Rosine. Elle l'avait rencontré au moment où elle perdait tout espoir de se évader de l'avisant pauvre. A vingt-trois ans, en effet, personne encore n'avait osé lui parler d'amour. Elle était si impérieusement belle qu'elle décourageait les hommages. Enfin Pierre avait rompu le charme. Elle avait porté des robes du bon faiseur, des fourrures précieuses, des bijoux ruisselants ; elle avait eu son hôtel près du Bois, ses valets, son automobile. Il ne manquait à son bonheur que d'être la femme de Pierre ; mais Mme Lodève, mère intrinsèque, repoussait obstinément toute alliance avec cette aventurière.

Pour ne pas ennuier les derniers jours de cette vieille femme, Pierre n'avait pas régulière la situation. Il était du reste de cette catégorie d'hommes irrésolus et nonchalants qui remettent toujours au lendemain les affaires sérieuses. Et puis, à trente-huit ans, comment eût-il pensé que l'avenir déjà se dérobait sous lui ?

Appuyée aux coussins de l'automobile qui la ramenait rue de Longchamp, Rosine roulait dans sa petite tête blonde bien des pensées sombres. Elle s'apitoyait de tout cœur sur ce pauvre Pierre, si passionnément attaché à l'existence, et qui était, dès maintenant, retranché du nombre des vivants. Mais elle se demandait aussi avec inquiétude si son amant avait songé à lui conserver le luxe dont il l'entourait. Aujourd'hui, elle était riche, adulée, heureuse ; demain, pour peu que Mme Lodève le voulait — et elle savait n'avoir rien à attendre de cette femme rancunière — elle pouvait être dans la rue sans autre ressource que ses bijoux et sa beauté. Et comment aborder cette délicieuse question sans alarmer Pierre ?

Pourtant, quoi qu'il dût en résulter pour elle, elle se promit de ne rien lui dire qui pût l'instruire sur son triste état, et de l'entourer de tous les ménagements susceptibles de prolonger son souffle précaire. Seulement, elle ne pouvait faire que l'idée fixe ne fût en elle. Au milieu d'un repas, d'une promenade, d'une partie de plaisir, elle voyait soudain Pierre

porter la main à la poitrine, et tomber mort. Alors la plaisanterie commencée s'arrêtait sur sa lèvre crispée, son sourire s'éteignait, et elle jetait à son amant un regard éperdu.

Celui-ci n'avait pas été sans remarquer l'humeur bizarre de Rosine, dont le caractère présentait auparavant la plus charmante égalité. En même temps, pour obéir aux suggestions de la Faculté, la jeune femme, autrefois caressante, manifestait une froideur voulue qui éveillait les soupçons de Pierre.

Il avait pour commensal un jeune camarade de tranchée, Jacques Palier, et ce garçon, comme tant d'autres, avait été touché par le charme de Rosine. Voyant qu'elle négligeait ses soupçons, il lui avait adressé une déclaration enflammée, dont la destinataire s'était follement divertie avec son ami.

Celui-ci avait rendu le poulet à son auteur en l'avisant, sans plus, qu'il perdait son temps. Jacques était resté quelques semaines éloigné, et puis Rosine avait plaidé la cause du coupable auprès de l'ami, qui ne demandait qu'à pardonner cet enfantillage. Le jeune homme était donc revenu assidûment rue de Longchamp. Ecraie par le terrible secret dont le docteur Rodin l'avait rendue dépositaire, la pauvre Rosine s'était confiée à Jacques, et il arrivait depuis que tous deux échangeaient des regards de pitoyable complicité, quand Pierre éclaircissait des projets sur le sable mouvant de l'avenir.

Là-dessus la jalousie du malade s'était éveillée. Un jour qu'il s'était montré très tendre — trop tendre — avec son amie, et que celle-ci, pour ne pas enfreindre les prescriptions médicales, résistait à ses pressantes sollicitations avec une douce fermeté, il s'écria, le visage barré d'un pli dur :

— Cette fois, je suis fixé, je sais ce que je voulais savoir !

Elle pensa qu'il faisait allusion à sa maladie, et, dans l'appréhension que la gravité de son état ne lui fût soudainement apparue, elle devint pâle et tremblante, comme si elle avait commis une mauvaise action. Le lendemain, Pierre s'absenta mystérieusement. Il entra à l'improviste, au moment où Rosine expliquait à Jacques la situation délicate qui lui était faite. Comme ils se taisaient brusquement :

— Inutile d'interrompre votre conversation amoureuse, fit Pierre avec une ironie amère. Tous mes compliments, Rosine, tu es superbement machinée à trahison ; mais je ne suis pas ta dupe !

L'éloquence persuasive de l'innocence outragée n'existe que dans les romans-feuilletons. Les véhémentes protestations de Rosine n'ébranlèrent pas la conviction de Pierre. Il est vrai que la jeune femme n'eût pu se disculper qu'en révélant le secret qu'elle devait garder. Hélas ! la douleur que ressentait le malade n'en précipita pas moins le dénouement fatal. Il fit le geste que redoutait tant sa maîtresse : il porta la main à sa poitrine, et tomba foudroyé.

Rosine trouva dans les papiers du défunt un testament olographe qui l'instituait légataire universelle. Agréablement surprise, elle s'attendrissait sur cette dernière manifestation d'amour, quand Mme Lodève l'avisa, sans politesse, que son notaire avait entre ses mains un second testament. Celui-ci, dicté la veille du décès, révoquait toutes les dispositions antérieures.

— Pauvre petite ! dit le docteur Bodin, avec lequel Rosine s'entretenait de Pierre quelques jours après ces événements. Je vous avais justement prévenue pour que vous puissiez arranger vos affaires.

Jacques CONSTANT.

LA CRISE DU CHARBON

UNE PANNE PROLONGÉE DU MÉTRO HIER MATIN ÉTAIT DUE A UN ACCIDENT

Mais la cause initiale de l'accident c'était... le mauvais charbon

JUSQU'A NOUVEL ORDRE LES CAFÉS FERMERONT A MINUIT

Le roi charbon fait encore — et toujours — parler de lui.

Hier, les Parisiens ne manquèrent pas de lui attribuer une panne de métro — complète pendant plus d'une heure le matin.

Cette fois, pourtant, le charbon n'était pas coupable — on ne l'était qu'à demi. L'arrêt des trains était la conséquence d'un fâcheux court-circuit, immobilisant, vers 8 heures, la grande usine électrique de Saint-Denis, qui fournit la majeure partie du courant.

L'usine secondaire du quai de la Rapée ne put supporter cette surcharge brutale, et les disjoncteurs sautèrent. L'accident n'avait rien de grave, et la réparation s'effectuait rapidement. Mais, pendant ce temps, les voyageurs continuaient à s'engouffrer dans les stations, s'accumulant sur les quais, encombrant couloirs et escaliers d'accès.

Il fallut, en maints endroits, fermer les grilles.

Alors, siège de la Compagnie, les explications furent données plus précises. Le personnel de l'usine de Bercy put, en vingt minutes, remettre en marche les dynamos, mais le courant était insuffisant pour alimenter le réseau entier.

Un peu après 9 heures, Saint-Denis remettait en marche à son tour, mais le service normal ne put être repris que dans l'après-midi.

A vrai dire, la cause initiale de cette situation est... le charbon.

La Compagnie dit, en effet :

— Nous possédons, à notre usine de Bercy, des stocks de charbon suffisants et de bonne qualité ; nous sommes « parés ». Mais il n'en est pas de même pour Saint-Denis, dont l'approvisionnement est fait de charbon de qualité inférieure.

« Pour parer à cet inconvénient, nous avons deux moyens : ou réduire le nombre des trains, ou réduire leur vitesse. Nous nous sommes arrêtés à cette dernière solution, afin d'éviter la colonne dans les gares. Nous nous excusons auprès des voyageurs ; ce n'est qu'un mauvais moment à passer. »

Voilà les Parisiens avertis. On leur demande de la patience. Ne s'ont-ils pas à revendre ?

Jusqu'à nouvel ordre, les cafés seront fermés à minuit

La crise dont le charbon souffre vient de décider le préfet de police à prendre une nouvelle ordonnance en vue de réduire la consommation du charbon : à partir d'aujourd'hui, et jusqu'à nouvel ordre, la fer-

LES EXPÉDITIONS SUR PARIS VONT ÊTRE INTENSIFIÉES

Une compagnie d'armateurs française vient de passer un contrat de trois ans pour l'approvisionnement de la capitale en charbon allemand. Elle y affectera cinq navires de 4.000 à 5.000 tonnes.

D'après une note d'ailleurs officieuse, il serait monté à Rouen, entre le 1^{er} et le 3 novembre, cinquante-deux steamers — charbonniers pour plus des trois quarts.

Le 3 novembre, en outre, le charbonnier, trente-deux navires, presque tous charbonniers, à destination de Rouen, c'est-à-dire Paris.

Ce sont là des nouvelles qui vous réchauffent le cœur... à défaut des doigts.

LES USINES DE ROUBAIX DEVRAIENT-ELLES FERMER FAUTE DE COMBUSTIBLE ?

ROUBAIX, 5 novembre (De notre correspondant spécial). — Par suite de la crise du combustible, les usines de Roubaix sont à la veille de fermer.

J'ai vu, à ce propos, M. Lebas, maire de Roubaix, que cette situation aggraveant préoccupe et inquiète. Il m'a déclaré :

— Pour tenter de remédier à la crise, j'adresse, aujourd'hui, un appel à la population. J'ai signalé les graves conséquences du manque de charbon. J'invite tous ceux de mes administrés qui ont des stocks en réserve à vouloir bien consentir à s'en dessaisir, pour qu'il puisse être réparti équitablement entre les industriels et les particuliers qui l'ont pas de réserve.

« Je ne vous cacherais pas, ajouta M. Lebas, que, présence de la gravité du danger qui menace notre cité je suis prêt à recourir à la dernière extrémité, au moyen de la réquisition. »

PLUS CLAIRE QUE LE JOUR

Jaillie de 900 m. de profondeur, l'Eau des Récollets est plus claire que le jour. Vous la reconnaîtrez la plus pure du monde. Bureau : 28, rue Tailhot. Tél. Louvre 25-73.

ANISSETTE SUPERFINE MARIE BRIZARD CURAÇAO, CHERRY-BRANDY

Donne au boudoir ! Gout exquis et belle couleur dorée !

AROME PATRELLE

Donne au boudoir ! Gout exquis et belle couleur dorée !

LECONS

Par Correspondance 53, RUE DE RIVOLI PARIS

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

101 1/2

S. POTTEVIN, 2, PL. DU TRICENTENAIRE

MACHINES À ÉCRIRE NEUVES « ROYAL N° 10 »
Livrables de suite. Demander catalogue
Clos Gdes Marques, 94, r. Lafayette. Tél. Berg. 50-68.

**VIEILLIR,
c'est Blanchir.**
Vous ne vieillirez jamais si, pour votre chevelure,
vous employez **La PETROLEINE DU D^r JAMMES**,
qui arrête la chute des cheveux, fortifie leur croissance
et empêche de blanchir. Les personnes qui
l'emploient ont toujours une chevelure souple,
soyeuse, brillante et sans pellicules.
Soyez à 6 fr. dans les pharmacies.
(Simple emploi)

Env. fco p. poste, 7 fr. J. BERTHIER, Grenoble.

EXCELSIOR
RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléph. Gut. 02-73 — 02-75 — 15-00
PUBLICITÉ, 11, bd Italiens, Tél. Gut. 12-45. Cent. 80-83

TARIF DES ABONNEMENTS :
France 3 mois, 14 fr. ; 6 mois, 28 fr. ; 1 an, 50 fr.
Etranger. 3 mois, 23 fr. ; 6 mois, 42 fr. ; 1 an, 80 fr.

Le gérant : VICTOR LAUVERGAT.
Paris, HEMERY, imprimeur, 18, rue d'Enghien.

POGNON
LA BOUGIE IDÉALE
H. TRENTELVIVRES & C^{ie} FABRICANTS
35, rue BRUNEL — PARIS.